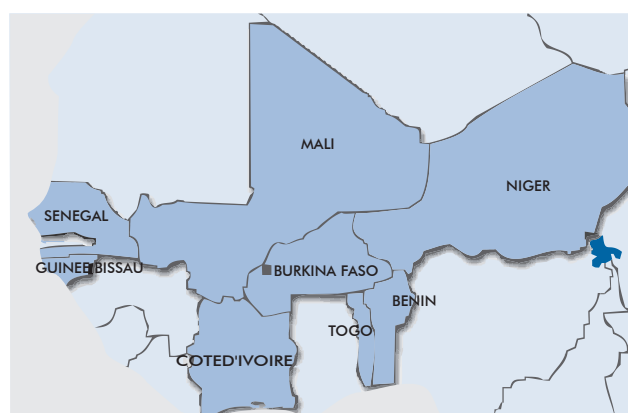


En bref

Le secteur de la microfinance au sein de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) est, de part la loi PARMEC qui le légifère, largement dominé par les mutuelles et coopératives. Cette législation autorise les seules institutions de type mutualiste à collecter l'épargne des clients, importante ressource qui leur permet de financer entre 40 et 100 pourcents de leur encours de prêts. Le montant médian d'épargne dans cette zone est 10 fois supérieur à celui du reste du continent et domine largement le reste du globe. Parallèlement à cette situation, le portefeuille de prêts continue sa croissance en 2006 à l'image du nombre d'emprunteurs (+ 17,9 pourcents) marquant un dynamisme certain du secteur. Pourtant, de nombreux facteurs viennent freiner les performances des IMF et entravent leur accession à une rentabilité nécessaire à la pérennisation de leurs activités. La maîtrise des charges (en particulier pour les



Source: www.uemoa.int

Superficie: 3 509 600 km²

Population: 80 340 000 habitants

Taux de croissance démographique: 3 pourcents

PIB nominal: 24 332,6 milliards F CFA

PIB réel (à prix constant): 18 458,8 milliards F CFA

Taux de croissance du PIB réel: 4,3 pourcents

Taux d'inflation annuel: 4,3 pourcents

Table des Matières

En Bref	1
Analyse	2
Echelle et portée	2
Structure financière	3
Performance financière	4
Efficience et productivité	5
Qualité du portefeuille	6
Conclusion	7
Collecte et Traitement des Données	8
Definitions des Indicateurs	9
Afrique Tables	10

ONG), un taux d'intérêts plafonné, les environnements macroéconomiques difficiles, une concurrence accrue, l'accès limité aux nouvelles technologies, un faible niveau de formation, sont autant de contraintes qui pèsent sur le portefeuille à risque et sur les performances du personnel des IMF.

Cette première étude du MIX sur les performances des IMF en zone UEMOA a porté sur 26 institutions de 6 des 8 pays que comptent l'UEMOA (Guinée Bissau et Côte d'Ivoire non représentées): 17 mutuelles/coopératives, 8 ONG et 1 institution financière non bancaire. Un échantillon de 13 IMF « tendances 2005–2006 » a été retenu afin d'analyser les évolutions du secteur entre 2005 et 2006 et comprend les acteurs majeurs de la région ouest africaine.

Le retraitement des données sous les standards internationaux de reporting et l'utilisation de groupes de pairs comme l'autosuffisance financière, la portée, l'intermédiation financière ou l'âge permettent d'étudier et d'affiner l'analyse des performances du secteur. Ce rapport donne aussi l'occasion de mieux entrevoir les effets de l'actuelle législation PARMEC sur le secteur mettant en exergue ses bénéfices mais aussi ses limites.

La microfinance en zone UEMOA et la loi PARMEC

Les plus anciennes SFD (Systèmes Financiers Décentralisés) ou IMF (Institutions de Microfinance) sont apparues à la fin des années 60 en Afrique de l'ouest de manière informelle. Il a fallu attendre les années 1990 et la chute de la plupart des banques de développement, structures traditionnelles de financement de l'agriculture, de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises pour voir l'émergence d'un cadre légal pour la microfinance. En effet au cours des années 80, ces banques ont fait face à de récurrentes difficultés à remplir leurs missions, contribuant à aggraver la situation économique de la région et engendrant par la même, leur propre fermeture.

Il s'est donc avéré urgent de mettre en place un cadre légal permettant à des structures alternatives de financement d'assurer des services financiers (épargne et crédit) à destination des populations en milieu rural et urbain qui n'ont pas accès aux services financiers traditionnels. Ceci fut fait en 1993, par l'avènement de la loi PARMEC, qui réglemente la microfinance en zone UEMOA en conférant un statut légal aux institutions de microfinance.

Succédant à l'UMOA, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été créée le 10 janvier 1994 par le Traité signé à Dakar par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des sept pays de l'Afrique de l'Ouest ayant le FCFA comme monnaie commune. Il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo. Les principaux objectifs sont le renforcement des activités économiques et financières via un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux.

La loi PARMEC (Projet d'Assistance à la Réglementation des Mutuelles d'Epargne et de Crédit) quant à elle, a été

votée par le conseil des ministres de l'UEMOA en 1993 afin de régir les activités de microfinance dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine en favorisant le développement des IMF de type mutualiste mais aussi en mettant en place une convention cadre pour les structures ou organisations non mutualistes exerçant néanmoins des opérations d'épargne ou de crédit. Cette loi a pour principaux objectifs : la protection des déposants, la sécurité des opérations, la recherche d'autonomie financière des SFD, l'intégration de la finance informelle dans le cadre légal et le développement du secteur.

Analyse

Echelle et portée

La première édition 2006 de benchmarks en zone UEMOA présente un échantillon de 26 IMF offrant des services financiers à quelques 638 000 emprunteurs actifs pour un encours de crédits de 405 millions de dollars et 1 656 000 épargnants avec un encours d'épargne de 328 millions de dollars. Exception mondiale, ces IMF touchent au total 2,6 fois plus d'épargnants que d'emprunteurs. La législation PARMEC, qui favorise largement les établissements de type mutualiste leur permettant de collecter l'épargne des clients contrairement aux ONG et autres programmes de microfinance, explique cette tendance.

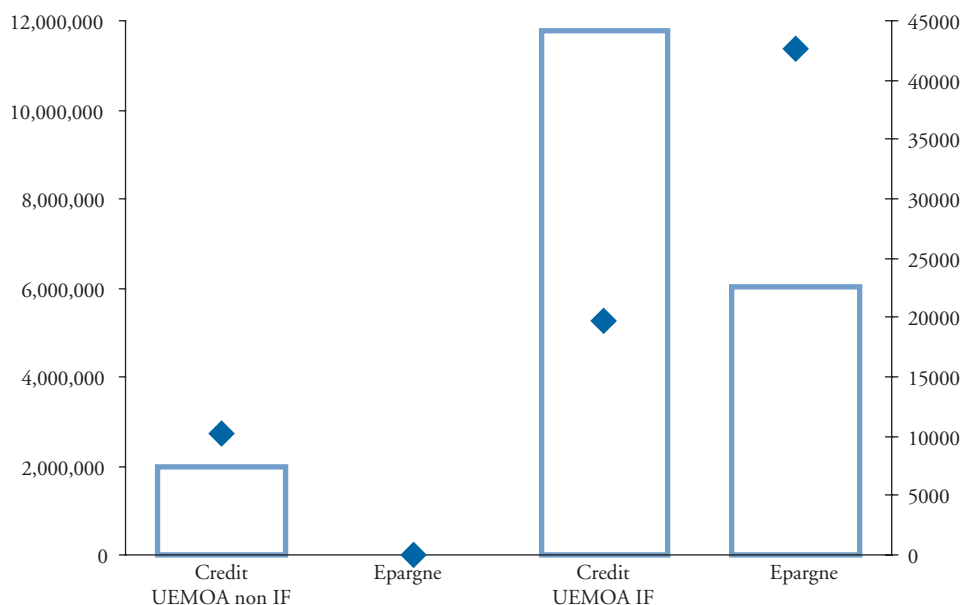
La collecte de l'épargne volontaire des clients a un impact majeur sur l'activité crédit des IMF mutualistes. Comme le montre le *graphique 1*, les IMF qui offrent de l'épargne en sus de leurs services de crédit (intermédiation financière) ont un effet de levier considérable pour développer leur portefeuille de crédit. Leur encours de prêts est typiquement six fois plus important et elles touchent deux fois plus d'emprunteurs.

Tendance 2005-2006

Mises à part les institutions béninoises qui rencontrent des difficultés depuis 2005, l'évolution de dix des institutions pour lesquelles les données de tendances sont disponibles démontre une croissance de plus d'un tiers au niveau du volume de l'épargne alors que le nombre d'épargnants a stagné (0,7 pourcents). Les services de crédit quand à eux ont cru de 27,8 pourcents avec 17,9 pourcents d'emprunteurs supplémentaires.

De plus, au sein de cette tendance, on note que les femmes sont devenues majoritaires, représentant un peu

Graphique 1 Portée selon l'intermédiation financière en Afrique



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2006 Benchmarks. Les résultats sont les médianes des groupes de pairs.

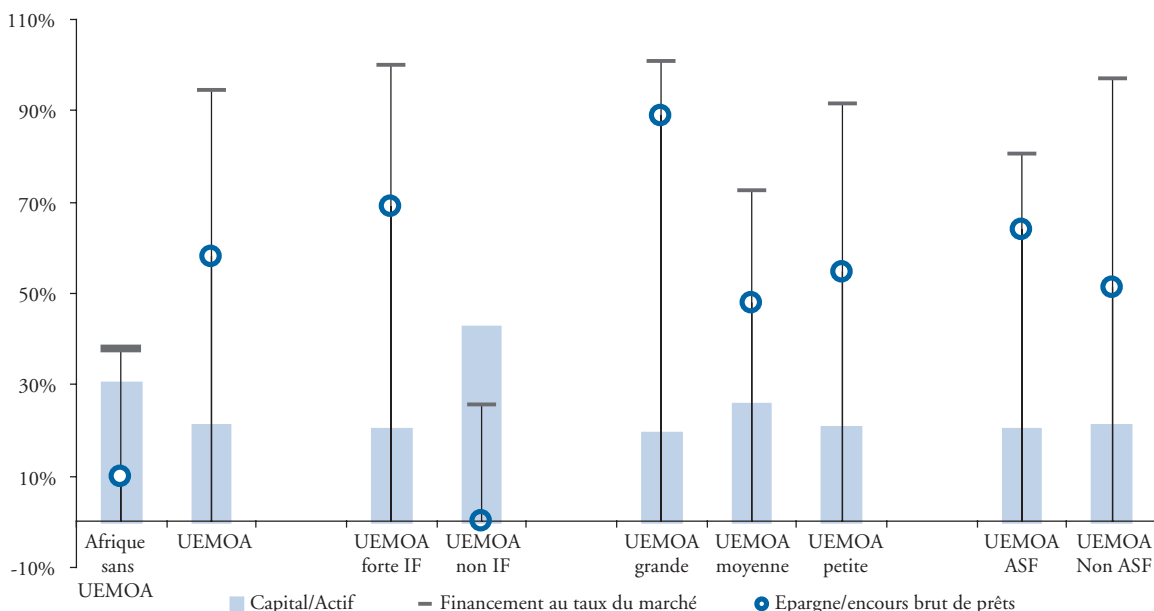
Structure financière

La plupart des IMF de la région UEMOA étant de forme mutualiste, la collecte de l'épargne leur confère une importante ressource à moindre coût pour le financement des actifs: deux tiers du portefeuille de ces mutuelles est financé par ce seul biais. A titre de comparaison, l'épargne finance un peu plus de 58,2 pourcents du portefeuille des IMF UEMOA et seulement un dixième pour les IMF du reste de l'Afrique soit près de six fois moins (*graphique 2*).

plus de la moitié des emprunteurs par rapport aux 37,7 pourcents de 2005. Ces résultats mettent en avant la part prépondérante que prennent les femmes dans la vie économique en Afrique et la confiance grandissante que leur accorde les IMF. Travaillant la plupart du temps en groupement solidaire, les taux de remboursement sont habituellement proches de 100 pourcents.

Les IMF qui ont une large portée (plus de 30 000 emprunteurs), moteurs du secteur dans leur pays, ont su généralement développer de bonnes relations avec les bailleurs et investisseurs afin de bénéficier d'emprunts et de fonds de garanties. Ces dettes auprès d'établissements financiers cumulées à l'épargne collectée permettent de financer l'intégralité des prêts octroyés. Les IMF

Graphique 2 Modes de financement en Afrique



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2006 Benchmarks. Les résultats sont les médianes des groupes de pairs

«petites et moyennes portée» financent quant à elles respectivement un tiers et un quart de l'encours de prêt à l'aide de ces financements au taux du marché.

Les IMF dont l'intermédiation financière est limitée telles que les ONG et autres institutions non autorisées à collecter l'épargne, financent leur actif essentiellement par leurs fonds propres et contractent moins de prêts commerciaux que leurs consoeurs mutualistes. Ces IMF ne fonctionnent pour la plupart que grâce à l'appui de bailleurs de fonds qui leur confèrent des subventions ou se portent garant lors d'emprunts auprès des banques.

La structure de financement des IMF de notre échantillon tendance 2005–2006 reste stable.

Performance financière

Avec un rendement sur l'actif de -0,8 pourcents et donc à la limite de la rentabilité, les IMF de la zone UEMOA se positionnent devant leurs consoeurs du continent qui peinent à couvrir leurs coûts et performant à hauteur de -2,7 pourcents. En 2006, même si l'IMF type dans la zone UEMOA est autosuffisante au niveau opérationnel, aucun groupe de pairs n'atteint l'autosuffisance financière après retraitements des données, à l'exception des grandes institutions.

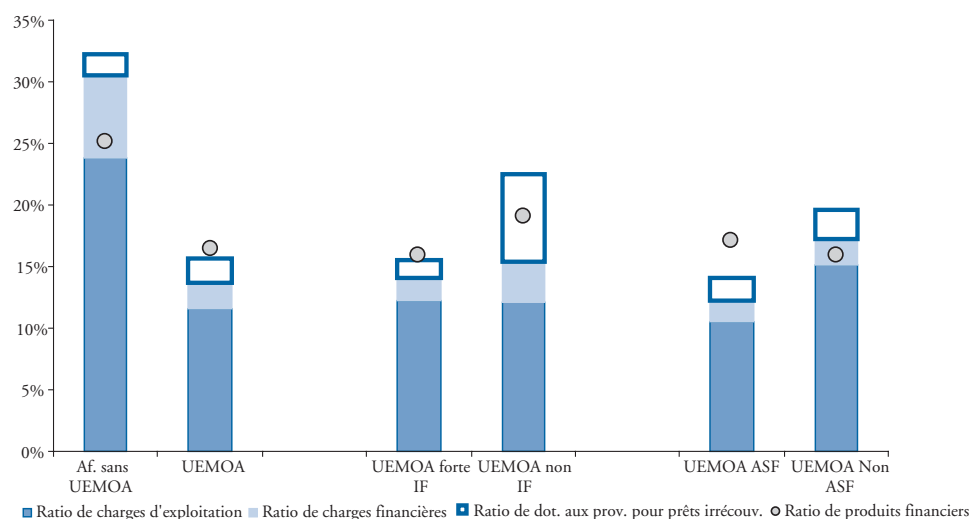
La décomposition du rendement sur l'actif montre l'excellente maîtrise des charges des IMF de la zone UEMOA par rapport aux IMF du continent Africain (*graphique 3*). En effet, les IMF des autres sous régions

peinent à contrôler leurs coûts financiers retraités, de provision et d'exploitation et doivent en conséquent obtenir des revenus bien plus importants comme le démontrent les produits financiers de 25 pourcents contre 16,5 pourcents dans la zone UEMOA. Réduire les coûts reste encore un défi majeur pour les IMF gouvernées par la loi PARMEC qui sont limitées dans l'augmentation de leurs revenus.

Une analyse plus approfondie des mutuelles et coopératives, catégories d'IMF les plus représentées en zone UEMOA et formant 60 pourcents de l'échantillon des benchmarks 2006, souligne des résultats de performance fortement corrélés au statut et à la législation dont ces institutions dépendent.

D'une part, la plupart des coopératives participant à cette étude étant des unions de mutuelles ou des fédérations d'unions, celles-ci bénéficient d'un vaste réseau leur permettant des économies d'échelle. Comme l'illustre le graphique 3, les coopératives présentent des charges d'exploitation deux fois moindres que les IMF du reste de l'Afrique (12,2 pourcents contre 23,8 pourcents) et figurent parmi les institutions les plus efficaces d'Afrique. Ces coûts d'exploitations sont amoindris par un fort contrôle des charges de personnel qui est le plus bas de tous les types d'institutions. Le coût du personnel représente 4,6 pourcents de l'actif contre 6,1 pourcents pour les ONG. Le recrutement et l'emploi de personnel qualifié en Afrique représentent des frais considérables. Les bonnes performances des coopératives s'expliquent principalement par le statut même de ces IMF: le système

Graphique 3 Décomposition du rendement sur l'actif



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2006 Benchmarks. Les résultats sont les médianes des groupes de pairs.

mutualiste fait appel en partie au bénévolat de ces membres élus pour la gestion des caisses permettant ainsi une économie importante en charges de personnel.

D'autres parts, les coopératives enregistrent aussi les meilleurs résultats concernant le ratio de charges financières (1,8 pourcents de l'actif). En dépit de services d'épargne importants, les coopératives maintiennent leurs charges financières à un minimum grâce au faible niveau de rémunération des dépôts. L'épargne leur confère une ressource financière à faible coût et en quantité suffisante (la totalité des prêts octroyés à la clientèle étant financé par ces dépôts), limitant ainsi les emprunts au taux du marché auprès d'organes financiers.

Malgré ces bons résultats en terme de maîtrise de charges, les revenus financiers restent trop faibles pour couvrir l'ensemble des charges. La loi PARMEC plafonnant le taux d'intérêt sur prêt à 27 pourcents, les IMF ne sont pas en mesure d'offrir des produits financiers qui leur permettraient d'accroître significativement leurs revenus pour devenir bénéficiaires et financer leur expansion. Toutefois, une meilleure allocation des ressources dans le portefeuille de prêt permettrait aux IMF qui offrent des services d'épargne (intermédiation financière) d'améliorer leur rendement et ainsi accroître leurs revenus financiers. Il faut en effet noter qu'alors que les IMF de la zone UEMOA et Afrique sans UEMOA ont un «taux d'encours de prêts

sur actif total» respectivement de 66.9 et 68.7 pourcents, les IMF des autres régions du monde oscillent entre 74 et 83 pourcents marquant ainsi une forte marge de potentiel de croissance.

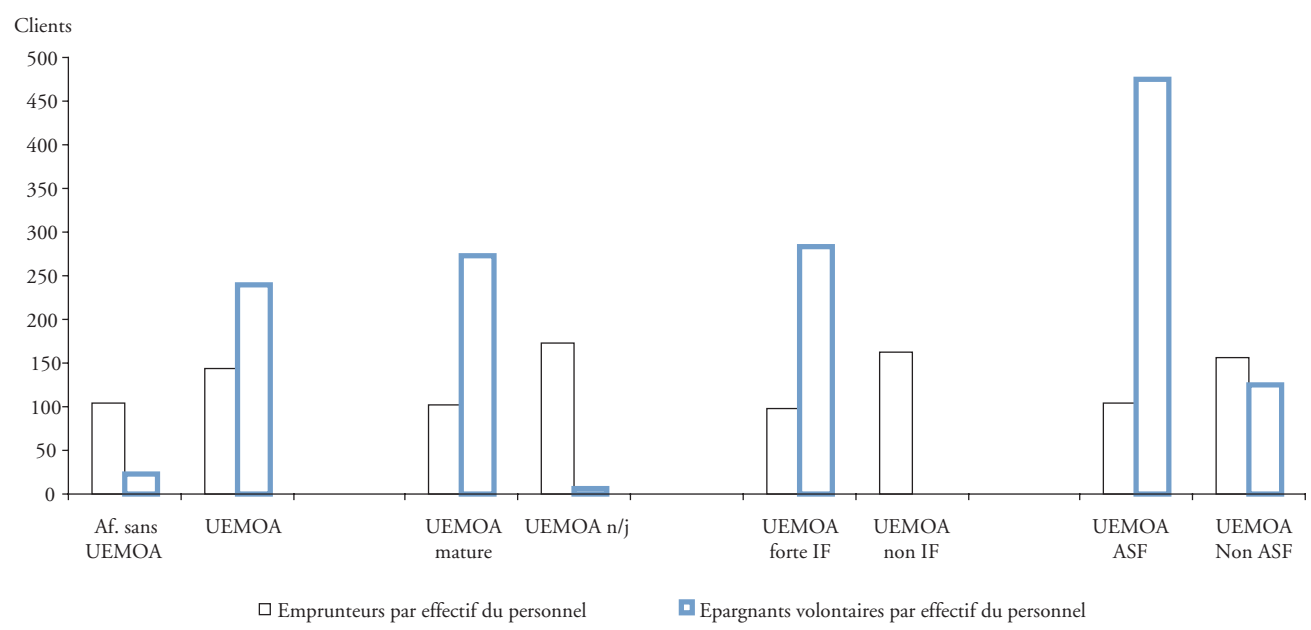
Tendances 2005–2006

L'échantillon de tendance 2005–2006 atteint tout juste la rentabilité en 2006 en passant d'un ROA de -1,1 pourcents à 0,2 pourcents et ce malgré une baisse de leurs revenus. C'est la diminution de l'ensemble des charges (- 12 pourcents ratio de charges financières, - 24 pourcents ratio de dotation aux provisions, - 5 pourcents ratio des charges opérationnelles), qui a rendu possible cette évolution et non un meilleur niveau de revenu en recul de 7 pourcents malgré une hausse de 18,6 pourcents du portefeuille brut de prêt. Ceci marque une fois encore la difficulté récurrente que rencontrent les IMF à renforcer leurs niveaux de revenus financiers.

Efficience et productivité

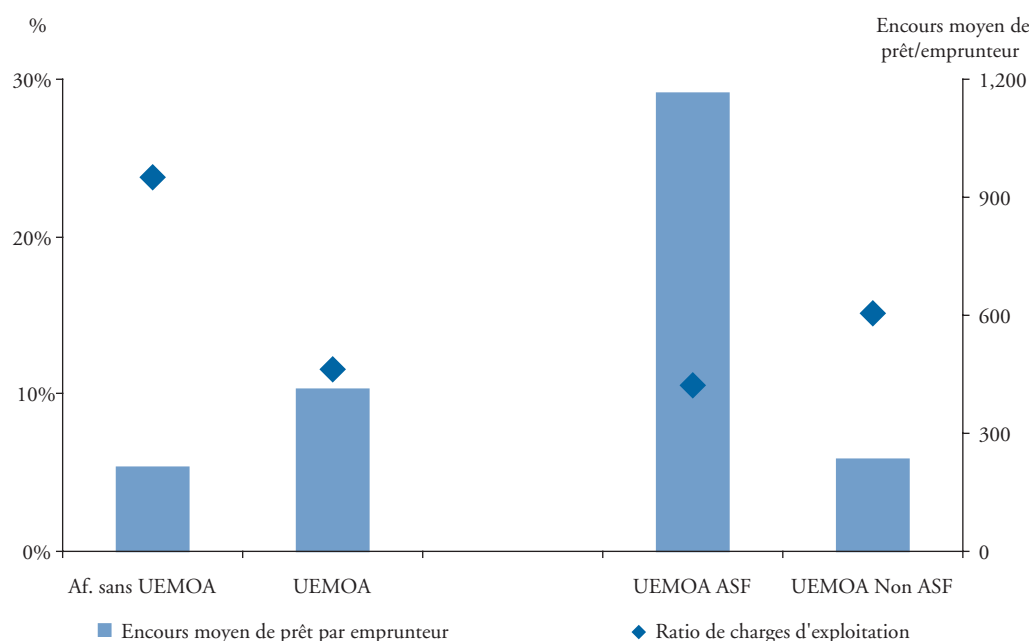
Les IMF de la région Afrique de l'ouest sont parmi les plus productives au monde en terme de nombre d'emprunteurs et d'épargnants par employé. Les méthodologies de crédit tels que les groupes solidaires ou les caisses villageoises facilitent l'octroi à de nombreux clients en limitant l'utilisation du personnel. La productivité des employés

Graphique 4 Productivité du personnel



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2006 Benchmarks. Les résultats sont les médianes des groupes de pairs.

Graphique 5 Taille des prêts et coût d'exploitation au portefeuille



des institutions utilisant ce type de méthodologie est naturellement supérieure à celle d'institutions n'offrant que des prêts individuels.

Les IMF « intermédiaire financier » c'est-à-dire qui offrent des services d'épargne à leurs clients sont moins productives en terme d'emprunteurs par effectif du personnel (*graphique 4*) que les institutions « non intermédiaire financier », l'activité épargne mobilisant les agents de crédits qui, en conséquence, se déchargent pour partie de l'activité prêts. Il est aussi intéressant de noter le lien entre le fort niveau de productivité en terme d'épargnants servis et l'autosuffisance financière : les mutuelles et coopératives qui bénéficient de cette autosuffisance ont une productivité « activité épargne » près de 4 fois supérieure que leur consoeurs, mettant une fois de plus en avant le rôle déterminant de l'épargne dans l'atteinte de la rentabilité.

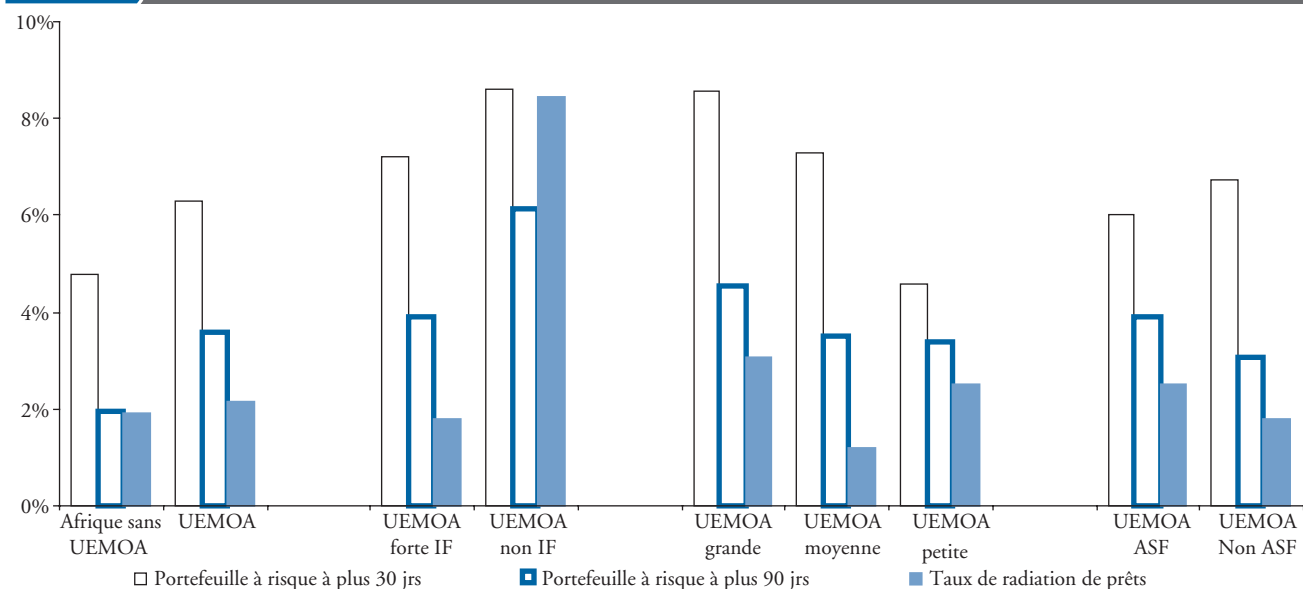
En 2005, de toutes les institutions les plus productives (voir « 2005 - Top 100 des IMF dans le monde » www.themix.org), les trois premières institutions en terme d'emprunteurs par employé étaient africaines, et 21 IMF de la région figuraient au classement du top 100.

Alors qu'il faut aux IMF hors zone UEMOA dépenser \$0.40 pour prêter un dollar de crédit d'encours, \$0.17 suffisent aux institutions de l'UEMOA tout comme pour les IMF d'Amérique latine qui sont parmi les plus performantes au monde. Comme illustré dans le

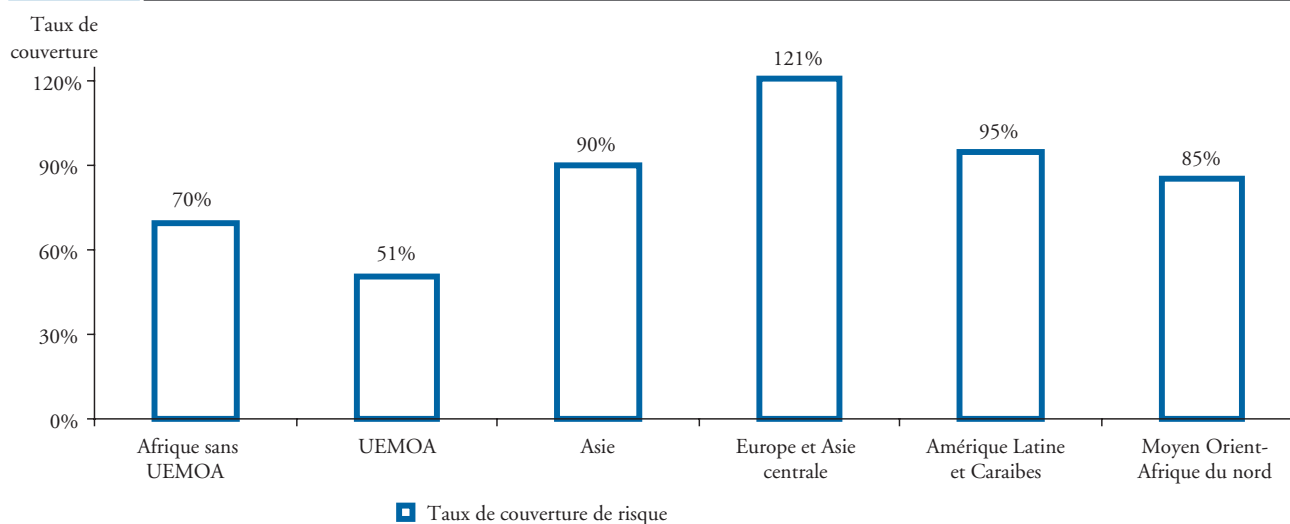
graphique 5, l'encours moyen de prêts par emprunteur en région UEMOA est 2 fois supérieur à celui du reste de l'Afrique et il en coûte 2,5 fois moins pour le mobiliser. Ainsi, plus le montant du portefeuille de prêts est important plus les charges (pour la plupart fixes) de personnel et administratives sont amorties (particulièrement notable sur le *graphique 5* pour l'UEMOA ASF/non ASF).

Qualité du portefeuille

Le portefeuille brut de prêt est le principal actif des IMF (entre 66,5 et 77,2 pourcents de l'actif en zone UEMOA) mais également le plus à risque. Ses indicateurs de qualité révèlent la capacité des IMF à gérer cet actif, futurs revenus de l'institution qui permettront de financer le développement de ces activités. A l'image du *graphique 6* les IMF d'Afrique de l'ouest rencontrent davantage de difficultés à maîtriser leur portefeuille à risque à 30 jours (6.3 pourcents) que le reste de l'Afrique (4.8 pourcents). Les tendances montrent que ce risque reste constant entre 2005 et 2006. Cette tendance est en partie due à la forte productivité des IMF en Afrique et dans la région. En effet, avec une productivité en médiane de 143 emprunteurs et de 239 épargnants par employé, les IMF courent le risque de surcharger leurs agents de crédits. Ils se retrouvent dans l'incapacité de dégager le temps nécessaire à allouer au recouvrement des arriérés de paiements. Aussi, si les prêts de groupe sont généralement gage de recouvrement de créances dans les temps, la multiplication de nouveaux produits de prêts individuels, pas toujours

Graphique 6 Portefeuille à risque >30 et >90 jours et Radiation de prêts


Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2006 Benchmarks. Les résultats sont les médianes des groupes de pairs

Graphique 7 Taux de couverture de risque


Source: Taux de couverture : Provisions pour prêts irrécouvrables, ajustée/ PAR>30jours.

adaptés aux clients qui les demandent, viennent détériorer le portefeuille de prêts des institutions.

Contrairement à l'approche plus conservatrice du CGAP qui établit un provisionnement pour créances douteuses dès le premier mois de retard, le cadre réglementaire régit par la loi PARMÉC prévoit une dotation aux provisions seulement au bout de trois mois. Le faible taux de couverture de risque de 51 pourcents contre 70 pourcents pour le reste de l'Afrique illustré par le *graphique 7* est représentatif de l'insuffisance prudentielle énoncée par

le cadre législatif PARMÉC. En comparaison aux autres régions du monde, ce taux de couverture reste faible ne permettant pas aux IMF de se prémunir pleinement contre leur portefeuille à risque.

Conclusion

Malgré la difficulté que rencontrent les IMF de la zone UEMOA à atteindre l'autosuffisance financière qui leur permettrait de pérenniser leurs activités, ces institutions touchent un nombre toujours croissant de

microentrepreneurs leur offrant l'opportunité d'améliorer leur quotidien. Ces institutions sont en médiane plus efficaces que le reste de l'Afrique avec des niveaux de productivité parmi les meilleurs au monde et une bonne maîtrise des charges en particulier pour les coopératives organisées en vaste réseau.

Ces structures coopératives, seules habilitées à collecter l'épargne, bénéficient d'une source de financement à moindre coût qui, cumulée à de plus faibles charges de fonctionnement, leur confèrent une plus forte compétitivité et de meilleures performances. Pour leur part, ne pouvant collecter de l'épargne, les ONG sont

confrontées aux difficultés de lever des fonds auprès des banques et dépendent largement des subventions des bailleurs pour subsister.

La plupart des contraintes auxquelles font faces les IMF, à l'exception des facteurs macroéconomiques et du cadre réglementaire, peuvent être atténuées par l'informatisation et la professionnalisation du secteur. Cette dernière, déjà engagée à travers de nombreux programmes de formation devrait permettre progressivement aux IMF de parfaire leur efficacité en terme de diversification de l'offre, de gestion clientèle et de recouvrement, leur ouvrant ainsi le chemin vers la pérennité.

Collecte et traitement des données

Pour les besoins du benchmarking, le MIX collecte et traite les données financières et de portée des IMF conformément aux standards internationaux de la microfinance tels qu'ils sont appliqués pour le *MicroBanking Bulletin*. Les données brutes sont collectées auprès des IMF, reformatées selon les normes de présentation et vérifiées à l'aide des états financiers audités, des rapports de rating ou d'autres rapports

d'évaluation et de contrôle disponibles. Les indicateurs de performance sont alors retraités en utilisant les standards du secteur en matière de retraitement afin d'éliminer les effets des subventions, des différences de politique de provisionnement des créances douteuses, et intégrer l'impact de l'inflation sur les performances de l'institution. Ce processus permet de comparer les performances entre les institutions.

Le MIX souhaite remercier les institutions ayant participé aux benchmarks du secteur.

IMF participantes- Zone UEMOA		
Benchmarks 2006 (26 IMF)	Bénin	ACFB, Alidé, FECECAM, PADME, Vital Finance
	Burkina Faso	GRAINE sarl, RCPB
	Mali	CVECA Kita/Bafoulabé, Jemeni, Kafo Jiginew, Kondo Jigima, Miselini, Nyèsigiso, Soro Yiriwaso
	Niger	MECREP
Tendances 2005-2006 (13 IMF) En Italique	Sénégal	<i>ACEP Sénégal, CMS, DJOMEC, MEC FEPRODES, PAMECAS, U-IMCEC</i>
	Togo	<i>APGA, CECA, FECECAV, FUCEC, WAGES</i>

Groupe de pairs	Définition	Description
Rentabilité	UEMOA ASF (9 IMF)	IMF ayant une autosuffisance financière $\geq 100\%$
	UEMOA Non ASF (17 IMF)	IMF ayant une autosuffisance financière $< 100\%$
Portée	UEMOA petite (11 MFIs)	Nombre d'emprunteurs $< 10,000$
	UEMOA moyenne (9 MFIs)	Nombre d'emprunteurs $\geq 10,000$ et $\leq 30,000$
	UEMOA grande (6 MFIs)	Nombre d'emprunteurs $> 30,000$
Région	Afrique UEMOA (26 MFIs)	Pays représentés : Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal, Togo
	Afrique sans UEMOA (93 MFIs)	Pays représentés : Afrique du sud, Angola, Cameroun, Congo, Congo RDC, Ethiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Nigeria, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Uganda, Zambie
Age	UEMOA Mature (20 IMF)	Age IMF ≥ 8 ans
	UEMOA Jeune/Nouvelle (6 IMF)	Age IMF < 8 ans
Intermédiation financière	UEMOA forte IF (19 IMF)	Epargne volontaire/Actif total $\geq 20\%$
	UEMOA faible IF (3 IMF)	Epargne volontaire/Actif total > 0 et $< 20\%$
	UEMOA non IF (4 IMF)	Epargne volontaire/Actif total = 0

Definitions des Indicateurs

CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES

Nombre d'IMF	Effectifs du groupe
Age	Années d'existence
Actif, Total	Actif Total, ajusté pour l'inflation, le provisionnement pour prêts irrécouvrables et la radiation de prêts
Bureaux	Nombre (incluant le siège)
Effectifs du personnel	Nombre total d'employés

STRUCTURE DE FINANCEMENT

Capital/ Actif	Total fonds propres ajustés/ Total actif ajusté
Financement au taux du marché	Total dettes au «Taux du marché»/ Encours brut de prêts
Dettes sur fonds propres	Total dettes, ajusté/ Total fonds propres, ajusté
Épargne sur encours de prêts	Épargne volontaire/ Encours brut de prêts, ajusté
Épargne sur actif total	Épargne volontaire/ Total actif, ajusté
Encours de prêts sur actif total	Encours brut de prêts, ajusté/ Total de l'actif, ajusté

INDICATEURS DE PORTÉE

Nombre d'emprunteurs actifs	Nombre d'emprunteurs avec un prêt en cours, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Pourcentage d'emprunteurs femmes	Nombre d'emprunteurs actifs femmes/ Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté
Nombre de prêts en cours	Nombre de prêts en cours, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Encours brut de prêts	Encours brut de prêts, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Solde moyen de prêt par emprunteur	Encours brut de prêts, ajusté/ Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté
Solde moyen de prêt par emprunteur/ PNB par habitant	Solde moyen de prêt par emprunteur, ajusté/ PNB par habitant
Solde de prêt moyen	Encours brut de prêts, ajusté/ Nombre de prêts en cours, ajusté
Solde de prêt moyen/ PNB par habitant	Solde de prêt moyen, ajusté/ PNB par habitant
Nombre d'épargnants volontaires	Nombre d'épargnants avec des comptes d'épargne volontaire à vue ou à terme
Nombre de comptes d'épargne volontaire	Nombre de comptes d'épargne volontaire à vue ou à terme
Épargne volontaire	Total des comptes d'épargne volontaire à vue et à terme
Montant moyen d'épargne par épargnant	Épargne volontaire/ Nombre d'épargnants volont.
Montant d'épargne moyen	Total de l'épargne volontaire/ Nombre de comptes d'épargne volontaire

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

PNB par habitant	Dollars US
Taux de croissance du PIB	Moyenne annuelle
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	%
Taux d'inflation	%
Pénétration des circuits financiers	M3/ PIB

PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE

Rendement de l'actif	Résultat opérationnel ajusté, après impôts/ Montant moyen de l'actif
Rendement des fonds propres	Résultat opérationnel ajusté, après impôts/ Montant moyen des fonds propres
Auto-suffisance opérationnelle	Produits financiers/ (Ch. financières + Dot. nettes aux Prov. pour prêts irrécouv. + Ch. d'exploitation)
Auto-suffisance financière	Produits financiers, ajustés/ (Ch. financières + Dot. nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables + Ch. d'exploitation) ajustées

PRODUITS D'EXPLOITATION

Ratio des produits financiers	Produits financiers, ajustés/ Actif moyen
Marge bénéficiaire	Résultat opérationnel, ajusté/ Produits financiers, ajustés
Rendement nominal du portefeuille brut	Produits sur prêts/ Encours brut moyen de prêts, ajusté
Rendement réel du portefeuille brut	(Rendement nominal du portefeuille brut - Taux d'inflation)/ (1 + Taux d'inflation)

CHARGES D'EXPLOITATION

Ratio de ch. totales	(Ch. financières + Dotations nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables + Ch. d'exploitation) ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. financières	Ch. financières ajustées/ Actif moyen
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	Dot. nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. d'exploitation	Charges d'exploitation, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. de personnel	Ch. de personnel, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. administratives	Ch. administratives, ajustées/ Actif moyen
Ratio de ch. d'ajustement	(Résultat opérationnel, ajusté - Résultat opérationnel non-ajusté)/ Actif moyen

EFFICIENCE

Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	Charges d'exploitation, ajustées/ Encours brut moyen de prêts
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	Ch. de personnel, ajustées/ Encours brut moyen de prêts
Salaire moyen/ PNB par habitant	Montant moyen des ch. de personnel, ajusté/ PNB par habitant
Coût par emprunteur	Charges opérationnelles, ajustées/ Nombre moyen d'emprunteurs actifs, ajusté
Coût par prêt	Charges opérationnelles, ajustées/ Nombre moyen de prêts en cours, ajusté

PRODUCTIVITÉ

Emprunteurs par effectif du personnel	Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté/ Effectifs du personnel
Prêts par effectif du personnel	Nombre de prêts en cours, ajusté/ Effectifs du personnel
Emprunteurs par agent de crédit	Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté/ Nombre d'agents de crédit
Prêts par agent de crédit	Nombre de prêts en cours, ajusté/ Nombre d'agents de crédit
Épargnants volontaires par effectif du personnel	Nombre d'épargnants vol./ Effectifs du personnel
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	Nombre de comptes d'épargne vol./ Effectifs du personnel
Distribution du personnel	Nombre d'agents de crédit/ Effectifs du personnel

RISQUES ET LIQUIDITÉ

Portefeuille à risque > 30 jours	Capital restant dû pour prêts avec montants échus > 30 jours/ Encours brut de prêts, ajusté
Portefeuille à risque > 90 jours	Capital restant dû pour prêts avec montants échus > 90 jours/ Encours brut de prêts, ajusté
Taux de radiation de prêts	Valeur des prêts radiés, ajustée/ Encours brut moyen de prêts
Taux de pertes sur prêts	Valeur des prêts radiés, ajustée et diminuée des reprises de capital/ Encours brut moyen de prêts
Taux de couverture du risque	Provision pour prêts irrécouvrables, ajustée/ PAR > 30 jours
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	Disponibilités/ Total de l'actif, ajusté
Ratio de liquidité générale	Actif à court terme/ Passif à court terme

Afrique

	Région		Age		Intermédiation financière		
	Afrique sans UEMOA	UEMOA Afrique de l'Ouest	UEMOA mature	UEMOA jeune/nouvelle	UEMOA forte IF Afrique Australe	UEMOA faible IF	UEMOA non IF
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES							
Nombre d'IMF	93	26	20	6	19	3	4
Age	8	13	15	7	13	7	11
Actif, Total	3,530,579	6,942,419	15,521,849	2,284,294	7,598,013	2,653,692	5,216,998
Bureaux	10	28	36	5	45	8	5
Effectifs du personnel	101	87	128	43	90	83	46
STRUCTURE DE FINANCEMENT							
Capital/ Actif	30.0%	20.8%	20.1%	35.4%	19.8%	41.0%	42.4%
Financement au taux du marché	37.9%	94.3%	99.8%	39.8%	99.8%	36.9%	25.3%
Dettes sur fonds propres	2.084	3.566	3.732	1.899	3.837	1.441	1.5155
Épargne sur encours de prêts	9.9%	58.2%	66.8%	8.0%	69.0%	8.1%	0.0%
Épargne sur actif total	6.4%	36.9%	46.0%	5.5%	46.8%	5.5%	0.0%
Encours de prêts sur actif total	66.4%	68.7%	66.3%	74.6%	68.9%	68.5%	71.5%
INDICATEURS DE PORTÉE							
Nombre d'emprunteurs actifs	9,796	17,437	19,755	7,842	16,240	22,416	16,846
Pourcentage d'emprunteurs femmes	57.2%	71.1%	66.1%	90.2%	66.1%	88.4%	89.7%
Nombre de prêts en cours	9,938	17,437	19,755	7,842	16,240	22,416	16,846
Encours brut de prêts	2,014,706	5,351,137	9,562,321	1,552,273	6,123,648	1,792,206	3,958,797
Solde moyen de prêt par emprunteur	214	412	569	227	453	235	412
Solde moyen de prêt par emprunteur/ PNB par habitant	68.8%	96.8%	145.9%	33.5%	119.2%	33.6%	80.8%
Solde de prêt moyen	207	412	569	227	453	235	412
Solde de prêt moyen/ PNB par habitant	68.9%	96.8%	145.9%	33.5%	119.2%	33.6%	80.8%
Nombre d'épargnants volontaires	3,706	10,424	14,562	583	22,572	1,166	0
Nombre de comptes d'épargne volontaire	3,577	10,424	14,562	583	22,572	1,166	0
Épargne volontaire	117,414	1,163,657	4,172,318	123,936	3,348,380	145,123	0
Montant moyen d'épargne par épargnant	107	132	142	32	132	124	0
Montant d'épargne moyen	107	132	142	32	132	124	0
INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES							
PNB par habitant	310	390	380	605	380	700	510
Taux de croissance du PIB	0.059	0.039	0.028	0.045	0.028	0.051	0.039
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	0.071	0.035	0.035	0.035	0.035	0.035	0.035
Taux d'inflation	0.109	0.021	0.0215	0.021	0.021	0.021	0.038
Pénétration des circuits financiers	0.288	0.291	0.281	0.329	0.301	0.357	0.281
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE							
Rendement de l'actif	-2.7%	-0.8%	-0.3%	-3.6%	-0.3%	-1.3%	-8.6%
Rendement des fonds propres	-8.0%	-1.3%	1.6%	-9.3%	3.4%	-6.9%	-21.0%
Auto-suffisance opérationnelle	106.4%	100.8%	103.8%	96.6%	106.5%	92.8%	86.8%
Auto-suffisance financière	90.4%	93.0%	96.9%	85.0%	98.8%	91.1%	70.7%
PRODUITS D'EXPLOITATION							
Ratio des produits financiers	25.1%	16.5%	16.2%	18.9%	15.9%	19.3%	19.1%
Marge bénéficiaire	-10.6%	-7.6%	-3.3%	-18.0%	-1.2%	-9.7%	-41.6%
Rendement nominal du portefeuille brut	41.2%	19.6%	19.6%	20.3%	18.3%	20.9%	24.8%
Rendement réel du portefeuille brut	27.4%	15.7%	15.7%	18.1%	15.5%	18.4%	21.1%
CHARGES D'EXPLOITATION							
Ratio de ch. totales	33.8%	17.9%	17.9%	22.3%	17.5%	14.3%	27.1%
Ratio de ch. financières	6.7%	2.1%	2.2%	1.5%	1.8%	2.4%	3.4%
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	1.7%	2.0%	2.0%	1.8%	1.4%	2.4%	7.0%
Ratio de ch. d'exploitation	23.8%	11.6%	12.7%	10.5%	12.3%	10.4%	12.1%
Ratio de ch. de personnel	11.1%	4.9%	5.0%	4.9%	4.6%	4.7%	6.1%
Ratio de ch. administratives	10.6%	7.3%	7.4%	6.6%	7.2%	7.3%	6.0%
Ratio de ch. d'ajustement	3.2%	0.9%	0.9%	1.1%	0.5%	0.7%	2.2%
EFFICIENCE							
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	40.1%	16.9%	17.8%	14.1%	17.6%	14.8%	16.4%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	19.1%	6.9%	7.2%	6.2%	6.9%	5.3%	8.3%
Salaire moyen/ PNB par habitant	15	11	12	7	11	11	10
Coût par emprunteur	101	76	111	32	97	35	76
Coût par prêt	97	76	111	32	97	35	76
PRODUCTIVITÉ							
Emprunteurs par effectif du personnel	104	143	101	172	98	164	163
Prêts par effectif du personnel	107	147	108	172	98	164	163
Emprunteurs par agent de crédit	235	224	178	440	166	399	402
Prêts par agent de crédit	240	224	180	440	170	399	402
Épargnants volontaires par effectif du personnel	23	239	273	7	284	14	0
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	24	239	273	7	284	14	0
Distribution du personnel	52.9%	59.2%	59.2%	52.4%	61.1%	41.2%	55.3%
RISQUES ET LIQUIDITÉ							
Portefeuille à risque > 30 jours	4.8%	6.3%	7.2%	3.0%	7.2%	1.5%	8.6%
Portefeuille à risque > 90 jours	2.0%	3.6%	3.9%	1.6%	3.9%	0.1%	6.2%
Taux de radiation de prêts	1.9%	2.2%	2.2%	2.7%	1.8%	2.5%	8.5%
Taux de pertes sur prêts	1.7%	1.9%	1.7%	2.7%	1.2%	2.5%	7.8%
Taux de couverture du risque	70.0%	51.0%	51.0%	49.4%	45.2%	51.5%	61.7%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	11.2%	9.7%	9.7%	9.5%	9.8%	12.0%	2.8%

	Portée			Rentabilité	
	Afrique Large	Afrique Moyenne	Afrique Petite	ASF	non ASF
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES					
Nombre d'IMF	6	9	11	9	17
Age	19	14	11	12	13
Actif, Total	55,770,968	8,261,828	1,514,242	50,652,496	2,653,692
Bureaux	129	32	5	40	19
Effectifs du personnel	417	83	34	146	55
STRUCTURE DE FINANCEMENT					
Capital/ Actif	19.2%	25.3%	20.4%	19.8%	20.9%
Financement au taux du marché	100.6%	72.4%	91.5%	80.3%	97.1%
Dettes sur fonds propres	3.7545	2.025	4.064	4.044	3.505
Épargne sur encours de prêts	88.9%	48.0%	54.7%	64.0%	51.2%
Épargne sur actif total	52.9%	34.9%	34.4%	44.1%	34.9%
Encours de prêts sur actif total	62.2%	67.5%	77.2%	66.0%	68.9%
INDICATEURS DE PORTÉE					
Nombre d'emprunteurs actifs	68,561	20,876	3,250	22,416	16,240
Pourcentage d'emprunteurs femmes	32.6%	72.4%	82.1%	66.0%	72.4%
Nombre de prêts en cours	77,114	20,876	3,250	22,416	16,240
Encours brut de prêts	32,914,592	6,472,533	709,352	32,820,917	1,792,206
Solde moyen de prêt par emprunteur	673	453	220	1,166	233
Solde moyen de prêt par emprunteur/ PNB par habitant	147.3%	119.2%	35.9%	220.8%	35.9%
Solde de prêt moyen	673	453	220	1,141	233
Solde de prêt moyen/ PNB par habitant	147.3%	119.2%	35.9%	198.3%	35.9%
Nombre d'épargnants volontaires	197,279	17,054	3,852	42,675	3,852
Nombre de comptes d'épargne volontaire	197,279	17,054	3,852	42,675	3,852
Épargne volontaire	38,080,413	2,196,617	377,270	8,688,432	377,270
Montant moyen d'épargne par épargnant	159	124	76	204	91
Montant d'épargne moyen	159	124	76	204	91
INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES					
PNB par habitant	510	380	380	400	380
Taux de croissance du PIB	0.0435	0.028	0.028	0.051	0.028
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	0.035	0.035	0.035	0.035	0.035
Taux d'inflation	0.022	0.021	0.022	0.021	0.022
Pénétration des circuits financiers	0.291	0.301	0.281	0.301	0.281
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE					
Rendement de l'actif	0.3%	-0.8%	-1.5%	1.9%	-3.9%
Rendement des fonds propres	6.7%	-2.8%	-6.4%	10.4%	-8.2%
Auto-suffisance opérationnelle	107.2%	101.1%	98.6%	125.7%	94.1%
Auto-suffisance financière	103.0%	94.8%	88.6%	118.0%	80.6%
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Ratio des produits financiers	16.4%	16.8%	15.9%	17.1%	15.9%
Marge bénéficiaire	2.7%	-5.5%	-12.9%	15.3%	-24.0%
Rendement nominal du portefeuille brut	19.3%	20.9%	18.3%	19.7%	19.4%
Rendement réel du portefeuille brut	15.6%	18.4%	15.5%	18.4%	15.5%
CHARGES D'EXPLOITATION					
Ratio de ch. totales	16.6%	17.7%	18.8%	12.8%	23.9%
Ratio de ch. financières	1.8%	2.2%	1.8%	1.8%	2.2%
Ratio de dot. aux prov. pour prêts irrécouv.	2.1%	1.0%	2.3%	1.8%	2.3%
Ratio de ch. d'exploitation	11.6%	13.6%	10.7%	10.5%	15.1%
Ratio de ch. de personnel	4.7%	5.1%	4.6%	4.4%	5.8%
Ratio de ch. administratives	7.2%	7.6%	7.3%	5.9%	9.4%
Ratio de ch. d'ajustement	0.8%	1.4%	0.7%	0.5%	1.4%
EFFICIENCE					
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	17.8%	20.6%	15.6%	14.1%	25.0%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	6.7%	7.6%	6.2%	6.0%	8.7%
Salaire moyen/ PNB par habitant	14	11	5	13	10
Coût par emprunteur	107	86	47	162	47
Coût par prêt	107	86	47	162	47
PRODUCTIVITÉ					
Emprunteurs par effectif du personnel	143	171	98	104	156
Prêts par effectif du personnel	147	171	98	141	156
Emprunteurs par agent de crédit	266	481	166	190	303
Prêts par agent de crédit	266	481	166	190	303
Épargnants volontaires par effectif du personnel	478	274	125	474	125
Comptes d'épargne vol. par effectif du personnel	506	274	125	474	125
Distribution du personnel	62.6%	57.2%	61.1%	57.2%	63.5%
RISQUES ET LIQUIDITÉ					
Portefeuille à risque > 30 jours	8.6%	7.3%	4.6%	6.2%	8.0%
Portefeuille à risque > 90 jours	4.6%	3.5%	3.4%	3.1%	4.1%
Taux de radiation de prêts	3.1%	1.2%	2.5%	2.5%	1.8%
Taux de pertes sur prêts	2.7%	1.2%	2.1%	2.1%	1.6%
Taux de couverture du risque	49.6%	42.1%	53.3%	41.7%	53.6%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	8.6%	8.8%	10.0%	8.8%	10.0%

MIX 2006 Benchmarks

Cette publication fait partie d'une série de rapports de benchmarks régionaux produit par le Microfinance Information eXchange (MIX).

- Benchmark de la Microfinance en Afrique
- Benchmark de la Microfinance en Asie
- Benchmark de la Microfinance en Afrique du Nord et Moyen Orient
- Benchmark de la Microfinance en Amérique Latine
- Benchmark de la Microfinance en Europe de l'Est et Asie Centrale
- Benchmark de la Microfinance en zone UEMOA

Les rapports régionaux se basent sur les informations 2006 collectées auprès de plus de 704 institutions de microfinance localisées en Afrique sub-saharienne, Europe de l'Est et Asie Centrale, Amérique Latine et Caraïbes, Afrique du Nord et Moyen Orient. De part son échantillon et sa portée, cette série de rapports sur les performances du secteur de la microfinance dans le monde est à ce jour la plus aboutie. Pour visionner les autres rapports régionaux et publications du MIX, merci de visiter notre site web www.themix.org.

Le MIX est le premier fournisseur d'information sur les performances et les acteurs du secteur de la microfinance. Sa mission étant de renforcer le secteur de la Microfinance, le MIX fournit des informations détaillées sur les différents acteurs du secteur que sont les IMF, les bailleurs et investisseurs et les réseaux et associations professionnelles via sa plateforme d'échange d'information MIX Market et ses parutions de rapports benchmarks comme le MicroBanking Bulletin (MBB).

Le MIX est une ONG fondée par le CGAP (the Consultative Group to Assist the Poor) et financée par le CGAP, la Citi foundation, la Deutsche Bank Americas Foundation, Omidyar Network, l'Open Society Institute & the Soros Economic Development Fund, la Rockdale foundation et autres.

